

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 29/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORIAP

58 rue Carnot
BP 119
59380 Bergues

Références : -
Code AIOT : 0007002542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement NORIAP implanté Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORIAP
- Route de Bourbourg Enceinte de l'usine LESIEUR 59180 Cappelle-la-Grande
- Code AIOT : 0007002542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de CAPPELLE-LA-GRANDE, est situé dans l'enceinte de l'usine LESIEUR.

Il est constitué de deux silos de stockage de céréales.

Capacité des silos :

- Silo plat : 30 000 m³ ;
- Silo vertical béton armé : 35 cellules unitaires de 900 m³ chacune pour une capacité globale de 31 500 m³. Ce silo est doté d'une installation d'inertage à l'azote, activée avant tout transfert. Les « as de carreau », non inertés à l'azote, ne sont pas utilisés comme capacité de stockage.

L'accès au site s'effectue par la route D202, puis par la traversée de l'usine LESIEUR.

Au voisinage proche du silo, on trouve :

- au nord les installations LESIEUR, puis des infrastructures (canal de Bourbourg, voie ferrée, autoroute A16) ;
- à l'est les postes de travail de la société LESIEUR ainsi qu'une canalisation de gaz aérienne ;
- à l'ouest le canal de Bourbourg. Les premières habitations sont situées à plus de 350 m ;
- au sud des terrains agricoles et une habitation à 300 m de la limite de propriété.

Le site LESIEUR dispose de différents postes de travail qui sont répartis dans la zone des 150 m autour du silo béton, de la manière suivante :

- stockages d'huiles, pomperie et chaufferie (accolé et à 50 m des cellules béton) à l'Est et au Nord avec leur zone de dépotage ;
- local maintenance raffinage (95 m des cellules béton) ;
- raffinage (110 m des cellules béton) ;
- unité d'estérification (70 m des cellules béton) ;
- centrale station (65 m des cellules béton) ;
- bâtiments 33, 34 et 35 inoccupés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	AP Complémentaire du 11/10/2011, article 1.2.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la démolition complète des silos plats, et de la déconstruction partielle du silo vertical.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/10/2011, article 1.2.11
Thème(s) : Situation administrative, Suivi de la cessation d'activité
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-avant indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Constats :

L'exploitant a transmis à Monsieur le préfet, conformément aux dispositions des articles R 512-75-1 et R.512-39-1 du Code de l'environnement:

- un mémoire de mise en sécurité du site (ATTES SECUR) N° C25061196 du 31/03/2025 réalisé par l'APAVE.
- un mémoire de réhabilitation du site (ATTES MEMOIRE) N° C25061196 du 04/04/2025 réalisé par l'APAVE.

Le mémoire de mise en sécurité atteste, sans réserve, que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'ensemble des installations mises à l'arrêt définitif sur son site conformément aux dispositions de l'article R-512-75-1 du code de l'environnement. Les analyses des prélèvements réalisés dans les sols, gaz de sol, eau superficielles et dans les eaux souterraines ne mettent pas en avant de pollutions concentrées.

En date du 26/05/2025 l'inspection a demandé la réalisation d'une deuxième campagne d'analyse des sols en période favorable au dégazage.

Cette nouvelle campagne de prélèvements réalisée par l'APAVE le 24/06/2025, (rapport C25121936) confirme les résultats des premières investigations et ne recommande pas d'investigations complémentaires dans les gaz de sols, ni dans d'autres milieux.

L'exploitant n'a donc pas de travaux de réhabilitation à réaliser au sens de l'article R 512-39-3 du code de l'environnement.

L'usage futur du site sera industriel (l'exploitant était propriétaire du site lors de la déclaration de cessation d'activité et il a consulté la mairie de Cappelle-la-Grande en novembre 2024, celle-ci n'a pas émis d'observation sur l'usage futur).

Lors de la visite sur site l'inspection a constaté la démolition totale des silos plats et la démolition partielle du silo vertical.

L'exploitant a présenté un planning prévisionnel des travaux, celui-ci prévoit l'achèvement de la démolition du silo vertical fin octobre et l'achèvement complet des travaux et de l'enlèvement des gravats pour fin novembre 2025.

La procédure de cessation d'activité est considérée achevée sous réserve de l'enlèvement de l'ensemble des déchets issus de la déconstruction des silos et bâtiments liés à l'exploitation du site.

Type de suites proposées : Sans suite